

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20250627-15348-DE-1-1
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 27 JUIN 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame DUHEN, Madame ROSSIGNOL.

Excusés : Madame AIT-CHIKHEBBIH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY,
Monsieur MELLICK qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY.
Monsieur MALFAIT.

SAINS-EN-GOHELLE - Fosse 10 Mise À Disposition D'une Parcelle De La Communauté D'agglomération Lens-Liévin À Pas-De-Calais Habitat

Direction politique clients et solidarités
Rapporteur : Mme [REDACTED]

I- CONTEXTE

Pas-de-Calais habitat, dans le cadre du recensement des espaces verts dont il est propriétaire, réfléchit à l'utilisation des parcelles vertes inoccupées ou en friches.

C'est dans ce contexte que l'Office a investi une friche, située fosse 10 dans la commune de Sains-en-Gohelle.

D'une superficie d'environ 6ha, le Bois aux oiseaux a été choisi comme site d'expérimentation pour la création de parcelles familiales permettant aux locataires de collectifs et maisons individuelles, sans jardin, d'accéder à un espace extérieur.

Espace jardiné ou simplement lieu de convivialité, « la pièce verte en plus » représente un espace de libre appropriation par le locataire, dans le respect de règles définies communément.

S'inspirant du modèle allemand – les Schrebergarten – l'Office a pour ambition de proposer aux locataires des parcelles modulables de 50 à 200 mètres carré et a également le souhait d'y construire une maison destinée à l'association qui gèrera le lieu avec un espace cuisine, une salle de réunions, une outillthèque et un espace partagé.

II- ÉVOLUTION DU PROJET

Les résidents du secteur, qu'ils soient locataires de Pas-de-Calais habitat ou non, prennent une part de plus en plus active au projet, un élan favorisé par les animations régulières sur place et les partenariats établis avec les acteurs locaux.

Dans la continuité de ce qui précède, des échanges ont eu lieu avec la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, propriétaire de la parcelle attenante (annexe 1).

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin nous propose la mise à disposition, à titre gracieux, de cette parcelle de 2370 m² pour une durée de 3 ans.

Cette ressource supplémentaire permettra à l'association « Les Ajoncs » d'accroître sa capacité de mobilisation et ainsi diversifier son offre.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent le Directeur Général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses charges et conditions et à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public à usage de jardin collectif à titre gracieux, et toutes pièces nécessaires à la régularisation du dossier.

Madame AIT CHIKHEBBIH n'ayant pas participé aux débats et vote de cette délibération.

Décision adoptée à l'unanimité





PAS DE CALAIS HABITAT
4 AVENUE DES DROITS DE L'HOMME
62022 ARRAS Cedex

SMA SA certifie que le sociétaire désigné ci-dessus, est à ce jour titulaire d'un contrat d'assurance Responsabilité Civile des Organismes Publics de l'Habitat n° 386474G 7551000 / 002 207195 souscrit le 02/01/2025.

Ce contrat garantit :

Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant au sociétaire en sa qualité d'opérateur public, lorsque dans l'exercice de ses activités déclarées la responsabilité de ce dernier est engagée sur quelque fondement que ce soit. Les montants de garantie sont à ce jour les suivants

GARANTIE DE BASE	
NATURE DES GARANTIES	MONTANT DE GARANTIE
Tous dommages confondus	10.000.000€ par sinistre
dont ↓ Corporels Dommages matériels et immatériels dont ↓ Dommages immatériels non consécutifs	dont ↓ 7.600.000€ par sinistre 2.400.000€ par sinistre dont ↓ 800.000€ par sinistre
GARANTIES SPECIFIQUES POUR CERTAINS DOMMAGES <i>les montants de la garantie de base pour certains dommages sont plafonnés à :</i> ↓	
NATURE DES GARANTIES	MONTANT DE GARANTIE
Tous dommages « corporels, matériels, immatériels » résultant d'atteinte à l'environnement	800.000€ par sinistre et par année d'assurance
Dommages « corporels, matériels, immatériels » en cas de faute inexcusable ➤ à l'égard d'un de vos préposés ou d'une personne mise temporairement à votre disposition OU ➤ à l'égard de plus d'un préposé ou plus d'une personne mise temporairement à votre disposition, consécutivement à un même fait dommageable.	3.000.000 € par sinistre et par année d'assurance <i>sans que le montant total de la garantie de l'année puisse dépasser cette somme.</i>
Tous dommages « corporels, matériels, immatériels » consécutif à un sinistre directement ou indirectement dû ou lié à l' amiante ou tout matériaux contenant de l'amiante.	1.000.000€ par sinistre et par année d'assurance
Dommages corporels par suite d' intoxications alimentaires ou de maladies professionnels	800.000€ par sinistre et par année d'assurance
Défaut de conformité aux règlements de la construction	400.000€ épuisables par sinistre et par an





La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à MARCQ-EN-BAROEUL, le 11/03/2025

Le Président du Directoire

SGB7262



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC A USAGE DE JARDIN COLLECTIF – CITE 10
A SAINS-EN-GOHELLE
PROJET « LE BOIS AUX OISEAUX »**

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL), dont le siège social est sis 21 rue Marcel Sembat - B.P. 65 - 62302 LENS Cedex, représentée par Madame Marie-Francine FRANCOIS agissant en sa qualité de Directrice Générale des Services, habilitée à l'effet des présentes, en vertu d'une délégation de signature qui lui a été consentie par Monsieur Sylvain ROBERT, par arrêté référencé 2023/620 en date du 14 novembre 2023 déposé en Sous-Préfecture de Lens le 14 novembre 2023.

Monsieur Sylvain ROBERT, agissant en sa qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, fonction à laquelle il a été désigné aux termes d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 7 juillet 2020 dûment habilité par délibération en date du 7 juillet 2020, déposée en Sous-Préfecture de Lens le 9 juillet dûment habilité par délibérations en dates du 7 juillet 2020 et du 6 décembre 2024, déposées en Sous-Préfecture de Lens les 9 juillet 2020 et 13 décembre 2024 confiant au Président les délégations prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin » ou « le Propriétaire » d'une part,

ET

PAS-DE-CALAIS HABITAT, Office public de l'Habitat, Etablissement à caractère industriel et commercial, dont le siège social se situe 4 avenue des droits de l'Homme 62000 ARRAS, identifié sous le numéro SIREN 344077672 et immatriculé au RCS d'ARRAS, représenté par son Directeur Général Monsieur Bruno FONTALIRAND, habilité à l'effet des présentes suivant délibération du Bureau en date du 27 juin 2025.

**Ci-après dénommé « Pas-de-Calais Habitat »
ou « l'Occupant », d'autre part.**

Le propriétaire et l'occupant étant désignés ensemble « les parties ».

Il a été convenu ce qui suit :

EXPOSE :

Pas-de-Calais Habitat, bailleur social, développe des initiatives en vue de renforcer le lien social et d'améliorer le cadre de vie de ses locataires, en coopération avec l'association lilloise AJONC, en charge de l'animation du projet sur site.

Il est à l'initiative d'un projet de jardin partagé sur la commune de Sains-en-Gohelle sur la parcelle de terrain lui appartenant sise fosse 10.

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin est propriétaire d'un terrain contigu nécessaire au bailleur afin de finaliser son projet. Aussi, il convient de conclure avec **Pas-de-Calais Habitat** la convention d'occupation temporaire correspondante.

En vertu de l'article L. 2122-2, alinéa 1er, du Code général de la propriété des personnes publiques, *«l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire.»*

Aussi, il convient de conclure avec Pas-de-Calais Habitat la convention d'occupation temporaire correspondante.

Ceci exposé, il est passé à la convention d'occupation objet des présentes :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités de collaboration et d'occupation dans lesquelles **l'occupant** est autorisé à occuper, à titre précaire, l'emplacement non clôturé défini à l'article 2.

L'autorisation d'occuper le terrain est consentie dans le cadre du projet détaillé ci-dessus selon les conditions ci-après exposées.

La présente convention d'occupation du domaine public communautaire est soumise aux dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P).

Il est bien entendu entre les parties, comme condition essentielle de la présente convention, que le droit d'occupation conféré à l'occupant ne l'est qu'à titre précaire et qu'en conséquence, **l'occupant** exclut toute possibilité d'invoquer soit le régime des baux commerciaux soit une quelconque réglementation susceptible de lui conférer un droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement de son titre d'occupation.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU BIEN MIS A DISPOSITION

Les parties confèrent à l'occupant, qui accepte expressément, un droit d'occuper à titre temporaire les lieux ci-après désignés :

Sur la commune de Sains-en-Gohelle, cadastré section AH n° 1733p, un emplacement non bâti d'environ 2 370 m² situé au nord de la parcelle (vues en annexe à la convention).

Le bien n'est ni clôturé, ni gardienné. Il est vierge de tout dépôt.

L'Occupant déclarant le connaître parfaitement.

ARTICLE 3 : DESTINATION

L'occupant devra utiliser les lieux mis à disposition uniquement dans le cadre de la mise en œuvre du projet de jardin collectif et notamment de la production de plantes aromatiques.

ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et amiablement lors de la prise de possession, par un représentant du **Propriétaire**, en présence de **l'Occupant**. Un exemplaire de cet état des lieux sera conservé par chacune des parties.

A l'issue de la présente convention, un état des lieux de sortie sera établi contradictoirement et amiablement par les parties ou par un tiers mandaté, à frais partagés entre le Propriétaire et l'Occupant. A défaut, il sera établi par un commissaire de justice, sur l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION

ARTICLE 5.1 : SOUS-LOCATION

L'Occupant ne pourra sous-louer tout ou partie des locaux objet de la présente convention d'occupation précaire.

ARTICLE 5.2 : JOUISSANCE

L'Occupant assurera sous sa propre responsabilité et à ses frais exclusifs, la garde juridique et la surveillance du bien comme de ses affaires personnelles.

L'Occupant devra prendre toutes les précautions nécessaires afin que rien ne puisse apporter un trouble de jouissance aux riverains.

De même en cas de travaux, quelle qu'en soit la durée, qui seraient exécutés sur la voie publique ou sur les immeubles voisins, quelque gêne qu'il puisse en résulter pour lui, **l'Occupant** n'aura aucun recours contre **le Propriétaire** et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

L'Occupant ne pourra exiger du **Propriétaire** aucune indemnité, pour tous accidents ou tous dégâts qui pourraient survenir au droit des lieux mis à disposition par suite de rupture de canalisations de gaz, d'eau, d'électricité, renonçant dès à présent à exercer toutes actions de ce chef contre **le Propriétaire**.

L'Occupant devra laisser **le Propriétaire** ou son représentant, pénétrer sur les lieux objet de la présente convention d'occupation précaire, quand **le Propriétaire** le jugera utile, pour constater leur état et laisser faire tous travaux ou toute vérification que **le Propriétaire** jugerait opportun de réaliser à ses frais, étant entendu que **le Propriétaire** préviendra **l'Occupant** à l'avance, **par écrit, au minimum 7 jours** à l'avance.

ARTICLE 5.3 : ENTRETIEN / REPARATION

L'Occupant prendra les lieux objet de la présente convention d'occupation précaire dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger à quelque époque et sous quelque prétexte que ce soit, aucune réparation et amélioration de ce chef.

Pendant la durée de la convention **l'Occupant** :

- entretiendra les lieux occupés en bon état de propreté et notamment les haies présentes sur le site mis à disposition. La CALL se chargeant des haies présentes au niveau de la partie non occupée de la parcelle AH n° 1733,
- devra mettre en place une signalétique adaptée (pour l'orientation et la sécurité des personnes).

ARTICLE 5.4 : CONDITIONS D'UTILISATION

L'Occupant se charge de l'aménagement.

L'Occupant ne pourra procéder à aucun aménagement fixe sur le terrain mis à disposition.

L'accès et le stationnement de véhicules à moteurs privés dans l'enceinte du terrain est interdite, excepté pour un déchargement ponctuel.

Les plantations d'arbres et arbustes à grand développement sont interdites. Seuls sont autorisés la végétation à petit développement.

La continuité de tous les cheminements existants doit impérativement être maintenue.

L'Occupant devra faire son affaire personnelle, sans pouvoir exercer de ce fait aucun recours contre **le Propriétaire**, de toute réclamation ou injonction qui pourrait émaner des autorités compétentes concernant les modalités d'occupation du bien mis à disposition et de toutes les autorisations administratives éventuelles, afférentes à son aménagement et/ou son utilisation.

L'Occupant devra notamment se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, règlements sanitaires, règles de sécurité, de salubrité et d'hygiène, de manière que **le Propriétaire** ne puisse aucunement être inquiété ni recherché à ce sujet.

L'Occupant s'engage également à assurer la sécurité des personnes intervenant pour lui, des participants et des tiers.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES

La présente convention est consentie à titre exceptionnel et gratuit, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et à la délibération du Conseil Communautaire du 19 novembre 2020.

En contrepartie de l'occupation à titre gratuit, **L'Occupant** assurera à ses frais l'entretien du terrain mis à disposition et notamment des haies présentes sur place, c'est-à-dire des haies présentes sur la partie du terrain objet de la présente convention, étant ici précisé que la partie non occupée de la parcelle de terrain reprise au cadastre section AH n°1733 sera entretenue par le Propriétaire comme indiqué à l'article 5.3 ci-dessus.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITÉ ET RECOURS

Le Propriétaire déclare, conformément à l'article 1725 du Code Civil, qu'il ne garantit pas **L'Occupant** du trouble qui pourrait être apporté par des tiers à sa jouissance (vol, vandalisme, occupations illégales, ...).

L'Occupant est seul responsable des accidents et dommages pouvant être causés aux personnes ou aux choses du fait de son occupation et commis tant par lui que par ses agents, visiteurs, préposés ou tout tiers intervenant pour son compte. **Le Propriétaire** ne sera en aucune manière responsable des travaux / aménagements effectués par **L'Occupant** et d'éventuels dommages de toute nature pouvant survenir lors du déroulement desdits travaux / aménagements.

La responsabilité du **Propriétaire** ne peut ainsi être recherchée pour les accidents ou dommages susceptibles de survenir aux personnes et aux choses du fait notamment :

- de la négligence de **L'Occupant** ;
- de l'occupation par **L'Occupant** du terrain, propriété du **Propriétaire**, se rattachant à l'objet de la présente convention ;
- du fait des aménagements que **L'Occupant** est autorisé à implanter dans le cadre de la présente convention (aucun aménagement fixe n'est autorisé).

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'Occupant s'engage à assurer sa responsabilité civile ainsi qu'à souscrire toutes assurances et exercer tous recours directs à raison de vols ou de détérioration dont il pourrait être victime, **le Propriétaire** déclarant, conformément à l'article 1725 du Code Civil, qu'il ne garantit pas du trouble qui pourrait être apporté par des tiers à leur jouissance même dans les espaces concernés par une utilisation et une jouissance conjointe.

L'Occupant sera également tenu de faire assurer, pour toute la durée de la convention, tous les aménagements qu'il aura pu apporter aux lieux objet de la présente mise à disposition contre les risques d'incendie, d'explosion, de dégâts des eaux, vols et de vandalisme, sans aucune exception, auprès d'une compagnie notoirement solvable. Il devra s'assurer pour les mêmes risques contre le recours des tiers et des voisins.

Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.

L'Occupant s'engage à prévenir immédiatement **le Propriétaire** par tous moyens de tout sinistre quelle qu'en soit l'importance sous peine de demeurer personnellement responsable des dégâts dont le montant n'aurait pu, par suite de l'omission ou de retard de cette déclaration, être utilement réclaté à la compagnie qui assure l'immeuble.

L'Occupant s'engage également à garantir le **Propriétaire** contre le recours des tiers et contre toutes réclamations et tous frais que ce dernier pourrait exposer à raison d'accidents ou dommages dont il serait déclaré responsable au droit du bien objet de la présente convention.

L'Occupant devra acquitter pendant toute la durée des présentes les primes afférentes aux dites polices. Il devra en justifier au **Propriétaire**, lors de la prise de possession des biens mis à disposition, par la production des polices et des quittances de primes y afférant.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

La mise à disposition précaire est consentie pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la présente convention.

Elle ne peut donner lieu à un renouvellement tacite. Il appartient de demander son renouvellement par courrier recommandé auprès de la CALL au moins 3 mois avant la date d'expiration de celle-ci sur la base d'un projet de jardin partagé.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit à celle-ci, signé par les parties.

ARTICLE 10 : RESILIATION

La convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec avis de réception, par **l'Occupant**, à tout moment, sans à avoir à justifier d'aucun motif, en prévenant le **Propriétaire** un mois à l'avance.

A tout moment et pout tout motif, **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin** pourra demander, par lettre recommandée avec avis de réception, une libération des lieux dans les 30 jours, condition essentielle sans laquelle l'établissement intercommunal n'aurait consentie à la présente convention.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée par **l'une ou l'autre des parties** quelle que soit la cause de la résiliation.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT EN FIN DE CONVENTION

En cas de rupture ou de non-renouvellement de la présente convention, **l'Occupant** remettra le bien mis à disposition dans son état d'origine, net de tout dépôt, au terme de la présente mise à disposition et à ses frais exclusifs.

A l'expiration de ladite convention d'occupation, un état des lieux de sortie sera établi contradictoirement et amiablement par les parties ou par un tiers mandaté. A défaut, il sera établi par un commissaire de justice, sur l'initiative de la partie la plus diligente, à frais partagés.

ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile attributive de juridiction au siège de **la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin**, 21 rue Marcel Sembat à Lens.

ARTICLE 13 : DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation de la juridiction compétente.

ARTICLE 14 : CODE DE CONDUITE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT en application de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code ;
- et à prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que leurs propres salariés, agents, prestataires ou autres tiers soumis à leurs contrôles ou à leurs influences déterminante amenés à entretenir des liens avec PAS DE CALAIS HABITAT pour l'exécution de la présente convention, se conforment aux dispositions dudit code et s'abstiennent de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de PAS DE CALAIS HABITAT qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles qu'il prévoit.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT exige que leurs relations, ainsi que les relations de leurs partenaires, soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, par leurs salariés, agents, prestataires ou autres tiers soumis à leurs contrôles ou à leurs influences déterminantes, en contrepartie de l'attribution ou de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 15 – RGPD

Chacune des Parties s'engagent à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (RGPD) et de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 Informatique et libertés modifiée pour les données personnelles qu'elle pourrait être amenée à prendre connaissance ou à traiter sous leur responsabilité, dans le cadre de cette convention.

ARTICLE 16 : ANNEXES

- ✓ Vues de l'espace mis à disposition,
- ✓ Attestation d'assurance,

Fait en 2 exemplaires,

A, le.....

A Lens, le.....

L'Occupant,

Le Propriétaire,

Le Directeur Général
de Pas-de-Calais Habitat,

Pour le Président et par délégation,
la Directrice Générale des Services,

Bruno FONTALIRAND

Marie-Francine FRANCOIS

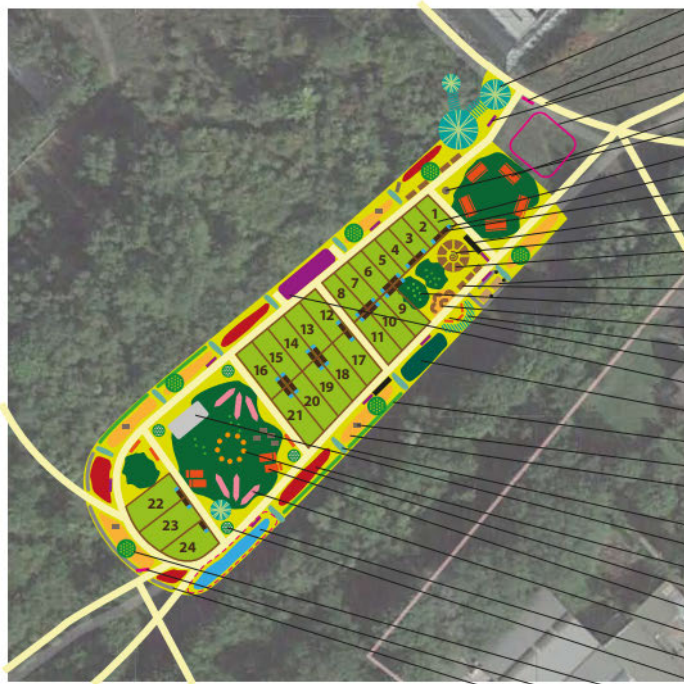
Sains-en-Gohelle – Mise à disposition au profit de Pas-de-Calais-Habitat dans le cadre d'un projet de jardin collectif – Parcelle AH 1733p





Sains en Gohelle / Pas de Calais Habitat / L'île aux Oiseaux

Proposition de plan d'aménagement à conforter en concertation / Avril 2024



- Cabanes et tunnels en saule vivant
- Panneau d'information général
- Cheminements
- Parcours pédagogique en 7 panneaux
- Maison des associations
- Tables de banquet
- BBQ
- Parcelles individuelles
- Cuve de récupération des eaux de pluie
- Cabanon à outil
- Composteurs collectifs
- Spirale d'aromatiques
- Hérisson / bacs de culture
- Tas de bois mort et gîtes à Hérisson
- Bacs de culture surélevés accès PMR
- Nichoirs
- Buttes de production potagère en fer à cheval
- Tunnel en saule vivant
- Banc
- Serre collective
- Pépinière collective
- Haie champêtre
- Observatoires à insectes
- Alternance de zones de prairies fleuries, fauchage tardif, fleurs à couper en bulbes, culture de céréales à faucher
- Haie tressée en saule vivant
- Espace scénique
- Petits fruits rouges
- Ronde de sièges en rondins de bois
- Mobilier détente en palettes recyclées
- Hamacs
- Zone humide -noue- et sa clôture en ganivelle
- Arbuste à fleurs espèces locales
- Fruitiers basse tige
- Panneau d'information général
- Haie sèche

DocuSigned by:

nné Punt

39ACE2E6AFAB470...